

A chacun son métier !

Ce n'est pas aux professionnels de l'éducation de prendre en charge le recensement et la gestion des cas positifs ou des cas contacts : Action & Démocratie/CFE-CGC demande au gouvernement de prendre ses responsabilités et de laisser les personnels de l'éducation faire leur métier, qui suffit amplement à les occuper à plein temps !

A la rentrée de janvier 2022, le ministère de l'éducation nationale a demandé à ses personnels de faire deux métiers à la fois, sans s'apercevoir une seule seconde du caractère totalement stupéfiant d'une telle demande. Les **directeurs d'école** et **professeurs des écoles** dans le premier degré, les **CPE** et les **infirmiers scolaires** dans le second degré, ont en effet dû **tester et tracer les « cas positifs » de covid, puis prévenir une par une les familles des « cas contacts » moyennant d'innombrables heures passées au téléphone, bien au-delà des sacrosaintes « heures de bureau », effectuant ainsi, en sus du leur, le travail qui devrait être normalement celui des ARS.**

Face à la colère et à l'épuisement des personnels, des syndicats ont lancé un appel à la grève pour réclamer des choses totalement incohérentes et sans aucun rapport avec les problèmes sur le terrain : les personnels ne demandaient pas des masques ou des protocoles « renforcés », ni même un collectif budgétaire en l'espèce ; ils demandaient seulement à ce qu'on ne fasse pas peser sur eux une charge de travail supplémentaire et indue ; ils demandaient seulement à ne pas être détournés de leur métier par des tâches qui n'en relèvent pas du tout !

Action & Démocratie/CFE-CGC entend ce message et y répond : nous demandons au Premier ministre et au ministre de l'éducation de confier la gestion de la situation sanitaire à ceux dont c'est le métier et la mission. Ce n'est pas aux personnels relevant de l'éducation nationale qu'il revient d'appliquer les règles conçues par le ministère de la santé pour tracer et dépister. On ne demande pas aux professionnels de la restauration de signaler les cas contacts : par quelle diablerie en vient-on à le demander aux professionnels de l'éducation ?

Non ! Non ! Trois fois non !

Action & Démocratie exige que la gestion de la situation sanitaire soit effectuée par les personnes compétentes.

Action & Démocratie exige que les parents dont l'enfant est testé positif au covid contactent non pas les écoles et établissements scolaires, mais les ARS, charge à ces dernières ou aux DASEN de prévenir les parents des élèves des classes concernées.

Les personnels de l'éducation ne sont pas des agents de la cause sanitaire.